

Bureau de la réglementation  
et des élections

## **ARRÊTÉ**

**Arrêté de prescriptions complémentaires relatives à la dérogation d'interdiction de détruire des spécimens d'espèces animales protégées, de déplacer des spécimens d'espèces végétales protégées, et de détruire des habitats d'espèces protégées sur le territoire de la commune d'Igé**

**N°DCL-BRENV-2024- 361-4**

**SAS TRMC**  
629 route des Carrières  
71118 SAINT-MARTIN-BELLE-ROCHE

**Carrière d'Igé**  
Lieux-dits « Pré de la Crouzette »,  
« En Mouge »,  
« En Champ de Beurne »

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE**  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, L.411-1 et L.411-2 et les articles R.411-1 à R.411-14 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 janvier 1982 fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire ;

Vu l'arrêté du 27 mars 1992 relatif à la liste des espèces protégées en région Bourgogne complétant la liste nationale ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2015013-0004 du 13 janvier 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral portant dérogation à l'interdiction de détruire, altérer, dégrader des aires de repos et des sites de reproduction d'espèces animales protégées n° DLPE-BENV-2015-344-1 du 10 décembre 2015 ;

Vu la demande de dérogation aux espèces protégées datée du 8 décembre 2023, avec tous les éléments d'appréciation, de la SAS TRMC ;

Vu l'avis du CSRPN du 25 mars 2024 ;

Vu l'avis du service Biodiversité, Eau et Patrimoine de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté du 12 août 2024 ;

Vu le rapport du 1 octobre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 14 octobre 2024 en application de l'article R.512-46-22 du code de l'environnement ;

Vu les observations du demandeur sur ce projet dans son courrier en date du 30 octobre 2024 ;

Considérant qu'une espèce protégée relative à la flore a été détectée dans la zone d'emprise de la carrière en exploitation dans le cadre des suivis environnementaux prescrits par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 janvier 2015 ;

Considérant que la raison impérieuse d'intérêt public majeur du projet est constituée du fait

- des critères socio-économiques et énergétiques ;
- que cette carrière participe à la production sur le long terme (autorisation de renouvellement et d'extension de la carrière d'une durée de 30 ans) de sables et gravillons pour approvisionner les chantiers de réfection et d'élargissement des routes du département de Saône-et-Loire, dont notamment la Route Centre Europe Atlantique, et alimente les centrales d'enrobés dans son périmètre de chalandise ;
- d'un secteur localement déficitaire en matériaux que l'arrêt de l'extraction accentuerait ;

Considérant que l'étude des variantes a été réalisée ; l'implantation de la carrière n'est pas délocalisable ; le gisement concerné est une des roches les plus dures exploitées sur le territoire national ;

Considérant que la découverte de cette espèce protégée relative à la flore empêche l'exploitation du gisement restant en réduisant la durée d'exploitation prévue de 7 ans ;

Considérant que cette réduction d'exploitation compromet la rentabilité de l'activité et l'alimentation locale en matériaux ;

Considérant que les travaux d'extraction peuvent perturber les espèces protégées présentes ;

Considérant que la séquence « éviter-réduire-compenser » est présentée dans le dossier, permettant ainsi d'assurer une conception optimisée de l'extraction comprenant toutes les mesures pertinentes d'évitement et de réduction des impacts dont notamment l'évitement de 50 % des spécimens d'Anarrhine à feuilles de Pâquerette et la récolte de graines avec mises en culture en vue d'une replantation ;

Considérant que l'évaluation des risques d'impact sur l'espèce protégée et leurs habitats, présentée dans le dossier, permet de conclure que le projet ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, de la population de l'espèce protégée concernée dans son aire de répartition naturelle compte tenu des prescriptions mises en œuvre, telles que détaillées ci-après ;

Considérant que les conditions d'octroi d'une dérogation à l'interdiction de cueillir, arracher et enlever des spécimens d'espèces végétales protégées sont réunies ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2015 susvisé ;

Considérant que les modifications de l'installation envisagées par la société SAS TRMC portent sur la dérogation à l'interdiction de détruire des spécimens d'espèces végétales protégées, de déplacer des spécimens d'espèces végétales protégées et de détruire des habitats d'espèces protégées dans l'emprise d'exploitation de la carrière ;

Considérant que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement,

Considérant qu'il convient de prescrire par arrêté préfectoral complémentaire les mesures d'évitement, de réduction, de compensation, d'accompagnement et de suivi nécessaires à la conservation de l'espèce floristique impactée par les travaux de la carrière ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1 – IDENTIFICATION**

L'arrêté préfectoral n° 2015013-0004 du 13 janvier 2015 autorisant la SAS TRMC, dont le siège social est situé 629 route des Carrières, 71118 SAINT-MARTIN-BELLE-ROCHE, à exploiter une carrière de roche massive sur le territoire de la commune d'Igé aux lieux-dits « Pré de la Crouzette », « En Mouge » et « En Champ de Beurne », est complété par les dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES A LA DÉROGATION PRÉVUE PAR L'ARTICLE L.411-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

Le pétitionnaire est autorisé à cueillir, arracher et enlever des spécimens d'Anarrhine à feuille de pâquerette (*Anarrhinum bellidifolium* (L.) Willd., 1800), sous les conditions suivantes :

#### **Mesure d'évitement**

**ME1** – Évitement de 50 % des spécimens d'Anarrhine à feuilles de Pâquerette :

124 pieds sont localisés en dehors de l'enveloppe de progression du front d'extraction. A ce titre, ils ne doivent pas être impactés.

#### **Mesures de réduction**

**MR1 - Mesures en faveur de l'Anarrhine à feuilles de Pâquerette (R2.1n) :**

Une collecte de graines d'Anarrhine à feuilles de Pâquerette sera réalisée à la bonne période biologique de l'espèce.

Une mise en défens des spécimens d'Anarrhine à feuilles de Pâquerette sera réalisée pour :

- les spécimens qui ont vocation à être détruits avant la récolte de graines,
- les pieds d'Anarrhine évités de la ME1.

**MR2 - Mesure de gestion alternative respectueuse des milieux :**

Des mesures de gestions doivent être mises en place pour assurer les conditions d'accueil de cette espèce protégée.

La gestion consistera à :

- maintenir des milieux ouverts (au moins 50 % de sols nus),
- adapter la granulométrie pour favoriser l'accueil et le maintien de l'espèce.

#### **Mesures de compensation**

**MC1 - Renaturation ou création d'habitats favorables à l'Anarrhine à feuilles de Pâquerette :**

2 zones présentant des conditions propices à l'accueil de l'espèce ou qui pourraient le devenir à la suite d'aménagements doivent faire l'objet des actions suivantes :

- une création de talus (sur environ 0,224 ha) écologiquement favorables : en utilisant les matériaux du site afin de conserver des sols acides propices à l'espèce,
- une renaturation des habitats au niveau d'autres secteurs (sur 0,17 ha) en voie de colonisation par des ligneux.

Ces milieux doivent faire l'objet d'un semis et d'une plantation de spécimens d'Anarrhine suite à la récolte de graines.

La surface totale de compensation représente 0,394 ha d'habitat reconstitué.

La localisation des implantations est illustrée est annexe 1.

## **MC2 - Mise en défens des stations d'Anarrhine à feuilles de Pâquerette:**

L'identification et le piquetage des pieds d'Anarrhine doivent être réalisés sur les zones ayant vocation à recevoir les spécimens transplantés et les nouveaux plants prévues en MC1 afin d'éviter toute destruction accidentelle. Il convient de réaliser un suivi de maintien de ces mises en défens.

### **Mesures d'accompagnement**

#### **MA1 - Gestion des espèces exotiques envahissantes :**

Au niveau des zones compensatoires de cette dérogation, l'exploitant doit mettre en place une gestion adaptée de lutte contre les espèces exotiques envahissantes (actions préventives et curatives).

#### **MA2 - Ramassage du substrat par déplacement et replaquage des sols :**

Cette mesure prévoit de déplaquer les sols des secteurs d'habitats favorables pour collecter la banque de graines contenue dans le sol avec les touffes de végétations d'une profondeur optimale de 30 cm, à adapter en fonction de l'épaisseur des sols.

Le replaquage doit être réalisé immédiatement après le prélèvement dans une zone déjà identifiée sur environ 1400 m<sup>2</sup>.

L'exploitant doit suivre cette zone pour déterminer la pertinence d'une telle opération.

Cette mesure est illustrée en annexe 2.

### **Mesures de suivi**

Un suivi précis annuel pendant les 5 premières années est demandé :

- pour comprendre la dynamique de cette population : la reprise de l'Anarrhine sur les nouveaux sites d'accueil, l'évolution des habitats, la vérification du maintien des plants existants et la recherche de nouvelles stations, ainsi que le suivi de la présence d'espèces exotiques envahissantes,
- pour évaluer les effets immédiats des mesures mises en place,
- pour garantir le maintien des mises en défens de la ME1, MC2 et de la MA2.

Ensuite un suivi tous les 5 ans doit être réalisé pendant la même durée que le suivi des mesures en faveur de la protection des espèces protégées initialement préconisées par l'arrêté portant dérogation à la réglementation des espèces protégées du 10 décembre 2015.

Ces suivis doivent être transmis à l'antenne Bourgogne du CBNBP (Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien) et au service instructeur de la réglementation espèces protégées.

### **Cessation d'activité et remise en état**

Les principes et méthodes de remise en état du site prévus dans l'autorisation actuelle sont maintenus mais la conservation des secteurs compensatoires en faveur de l'Anarrhine à feuille de pâquerette doivent être maintenus afin de consolider et pérenniser les stations de cette espèce protégée.

## **ARTICLE 3 - DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

## **ARTICLE 4 - NOTIFICATION ET PUBLICITÉ**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant dont le siège social est situé 629 route des Carrières, 71118 Saint-Martin-Belle-Roche.

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

## **ARTICLE 5 - EXÉCUTION ET COPIES**

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le maire d'Igé, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Fait à Mâcon, le

**26 DEC. 2024**

Le Préfet

  
Agnès CHAVANON

## **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

En application des articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.181-3 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).



## Annexe 1



Vu pour être annexé à  
notre arrêté en date de ce jour  
Mâcon, le

26 DEC. 2024

Pour le préfet,  
la secrétaire générale  
préfecture de Saône-et-Loire  
  
Agnès CHAVANON



Annexe 2

Pour le préfet,  
la secrétaire générale de la  
préfecture de Saône-et-Loire  
  
Agnès CHAVANON

Figure 1 : Localisation des parties du site concernées par les opérations de déplacement - replaquinage



